21 décembre 2016

Le Pingouin, N°9

La newsletter du Collectif des Associations Citoyennes, qui avance sur la banquise

Malgré les conditions très difficiles, le Pingouin avance sur la banquise, engrange de la nourriture dans son bec généreux pour nourrir ses petits. Il vit et grandit grâce à la solidarité du groupe. Cette lettre mensuelle apporte aux membres et sympathisants du CAC, quelques informations sur la vie du réseau, l'action citoyenne et sur des thèmes de fond ou d'actualité. Un lien permet d'accéder à la source de l'information et la consulter dans son intégralité.



Faites un don ou adhérez au CAC pour la fin de l'année

Les cotisations et les dons garantissent d'indépendance du CAC, lui permettent de parler librement et de développer des alternatives sur le terrain et dans la bataille des idées. En 2017, ce travail de veille sera essentiel.

Dès à présent, faites un don ou adhérez ou pour apporter votre soutien au Collectif.

Les sommes versées bénéficient d'un abattement de 66 % via une réduction d'impôt, applicable dès 2017 pour les versements réalisés avant le 31 décembre 2016. Un soutien de 50 € ne coûte en réalité que 17 €.

Vous pouvez faire un don ou adhérer :

> Téléchargez le bulletin d'adhésion 2016 ici > Faire un don

Adhérez en ligne > Individuel > Personne morale

[Liens: Charte, statuts...du CAC]

L'action/la vie du collectif

Une journée « plénière » très riche du CAC et le l'UFISC le 10 décembre

La journée plénière du 10 décembre, organisée conjointement par le CAC et l'UFISC (Union fédérale des interventions des structures culturelles), sur le thème « de la crise à la transformation du paysage associatif », avec 70 participants, dont de nombreux responsables d'associations de terrain. La matinée a permis de faire un état des lieux et d'analyser les tendances (fragilisation du tissu associatif, offensive des conceptions économiques néolibérales, restructuration des financements et bouleversements des territoires). L'après-midi, des pistes d'actions et de propositions ont été dégagées. En particulier, face à une situation de plus en plus difficile, il sera essentiel pour les associations et les citoyens d'affermir leurs convictions et leurs capacités d'analyse pour inventer un avenir incertain. La priorité est à l'éducation populaire.

Une synthèse des débats et des conclusions sera disponible au mois de janvier et servira de base à l'élaboration d'un prochain fascicule. Dès à présent sur le site : les ressources des ateliers, quelques photos, des notes... VOIR ICI.

Note d'étape : « où en sont les associations face à la transformation des politiques territoriales ? »

Une note d'étape faisant le point sur la situation des associations citoyennes a été débattue le 10 décembre. Face aux évolutions : comment résister aux restructurations imposées par l'État, les collectivités et les acteurs privés ? Comment se repositionner dans un nouveau contexte en restant attachées au service du bien commun, de l'intérêt général ? Pour répondre à ces questions, le CAC a conjugué trois approches complémentaires : l'observation des situations sur le terrain à travers la Cartocrise, une enquête flash auprès de 20 réseaux adhérents afin de mieux connaître les situations par domaine, une actualisation de l'analyse de l'évolution globale des financements et de l'emploi associatif.

Avec les conclusions la journée du 10 décembre, **elles seront résumées au mois de janvier dans un fascicule** destiné à une large diffusion. **Pour <u>lire le document voir ICI</u>**.

La journée du 13 janvier « Quelles réponses à la marchandisation du social ? » fait le plein!

Déjà plus de 100 inscrits pour la journée de formation du vendredi 13 novembre à Malakoff, avec la participation de nombreux universitaires et intervenants (Monique Pinçon-Charlot, Gabrielle Garrigue, Jean-Sébastien Alix, Liem Houang Ngoc, Henri Noguès, Michel Chauvière, Sylvère Cala, Jean-Claude Boual, Eric Denoyelle, Irena Havlicek, Adèle Bertin Morales, Patrick Lescure, Didier Minot...). **Dernières places à réserver car la salle ne contient que 120 places!** Vendredi 13 janvier 2017 à Horizon – Malakoff (92) 6/10 rue Paul Bert – 92240 Malakoff - <u>Détail et inscriptions</u>.

Forum citoyen « Culture, Communs, Solidarités » 16 février au Sénat

Cette journée au Sénat, organisée par l'Ufisc en lien avec le CAC, conclut une **série de rencontres**. Voir le <u>préprogramme et la présentation ICI</u>.

Séminaire « co-construction des politiques publiques »

Cette journée du 16 février au Sénat s'inscrit dans le cadre d'un séminaire dédié à la co-construction des politiques publiques initié par le <u>RTES</u>, avec <u>l'UFISC</u> bien sûr mais aussi le CAC, le <u>RNMA</u> et le <u>Mouvement Associatif</u>. Une première rencontre de ce séminaire a eu lieu à Bordeaux le 4 novembre dernier et un certain nombre de documents sont déjà disponibles sur cette page dédiée.

L'inacceptable

Solidarité avec les citoyens solidaires réfugiés

Pierre-Alain Mannoni est poursuivi en justice pour avoir secouru des réfugiées. Ingénieur d'Étude dans un laboratoire de recherche du CNRS et enseignant à la Faculté des Sciences. Le 17 octobre, il a pris en charge 3 Érythréennes – dont une mineure laissée par les autorités sans protection – attendues à Marseille par une association pour y être soignées. Il a agi ainsi **par dignité et par honneur**, parce que dans sa famille (son grandpère était médecin rural en Corse) on ne laisse pas quelqu'un en danger au bord de la route. Il a été jugé le 24 novembre, et connaîtra son sort le 6 janvier prochain. D'autres habitants de la vallée de la Roya, frontalière avec l'Italie, sont poursuivis pour des raisons similaires. Ils estiment tous que la solidarité n'est pas un crime, elle ne doit pas être illégale. **Pour signer la pétition** adressée au premier ministre, au ministre de l'intérieur et Président de la République c'est ICI.

Avis de tempête au sein des associations environnementales

Après plusieurs mois de silence du Conseil Régional Île-de-France, le Graine Île-de-France a appris la suppression totale de sa subvention 2016, en fin d'année, pour sa mission d'animation du réseau d'éducation à l'environnement. En supprimant cette subvention, ce n'est pas seulement une association et des emplois que l'exécutif régional met en danger, mais bien tout un secteur. Depuis 30 ans, Graine Île-de-France a toujours travaillé en bonne entente avec les exécutifs régionaux, quels que soient les couleurs politiques. La même attitude d'hostilité primaire à tout ce qui est écologique, social ou démocratique est observée en Rhône-Alpes, en PACA et dans un certain nombre de départements : Voir ICI.

Les menaces ne se limitent pas à l'Île-de-France. Le syndicat Asso dénonce la disparition accélérée des aides publiques aux associations environnementales et d'éducation à l'environnement, quelques mois après la COP 21, et souligne que les enjeux écologiques et d'évolution de la société d'ici nécessite des emplois d'éducation à l'environnement nombreux sur nos territoires. Le CAC s'associe à l'exigence de restauration des financements publics nécessaires pour engager la nécessaire transition écologique : Voir le communiqué.

L'arnaque de la propagande du CETA

Un rapport de CEO et de l'AITEC nommé "La monumentale arnaque du CETA", dénonçant la machine de propagande pro-CETA. Pour info, en choisissant "French" <u>sur la page ICI</u>, vous pourrez trouver la traduction en français de nombreux rapports de CEO, notamment CELUI-CI.

Il est très utile de lire le texte intégral du CETA, qui se lit facilement, sur ce <u>LIEN-CI</u>.

Bruxelles protège les perturbateurs endocriniens! Signez la pétition!

Une **pétition** est lancée pour demander aux gouvernements européens de respecter le principe de précaution et de refuser la proposition de la Commission sur les perturbateurs endocriniens. Début décembre, 100 scientifiques ont publié une tribune mettant clairement en cause les liens entre la commission Européenne et les plus gros lobbies industriels.

En effet, les conséquences du CETA ne se font pas attendre. Selon EurActiv, le Canada et les États-Unis ont fait pression sur celle-ci pour que l'Europe passe d'une application du « principe de précaution » à une « évaluation du risque », en inversant la charge de la preuve. On ne pourrait plus agir que quand il est prouvé que les substances sont dangereuses. LIRE ICI. Cette pétition a déjà reçu 246 000 signatures. Vous pouvez la signer ICI.

Agir

Appel pour la présence postale

Un appel est lancé par le collectif Poste Convergence des services publics pour le **maintien de la présence postale**. En effet, le nouveau contrat de présence postale territoriale, en cours de discussion entre l'État, La Poste et l'Association des maires de France, prévoit de ne plus solliciter l'accord préalable du conseil municipal pour les transformations de postes mais seulement celui du maire. **Cela ouvrirait la voie à un nouveau recul** en termes d'aménagement du territoire et du service public. <u>Signez nombreux ICI</u>.

Le 9 janvier à Dax, faisons le procès de l'évasion fiscale

Les 80 milliards de fraude fiscale des entreprises manquent aux finances publiques et nous privent de moyens pour financer nos écoles, nos crèches, les transports publics, des logements, des centres d'accueil, des hôpitaux, justice, etc. alors même que le chômage, la pauvreté et les inégalités augmentent. Alors que les délinquants fiscaux bénéficient d'une impunité quasi totale, ce sont les lanceurs d'alerte comme Antoine Destour qui sont poursuivis en justice.

Le 9 janvier 2017 à Dax, Jon Palais sera le premier faucheur de chaises poursuivi en justice. Il comparaîtra devant le tribunal pour avoir dénoncé le rôle de la BNP dans le système de l'évasion fiscale. Venez tous participer à la manifestation pour un procès de l'évasion fiscale! Voir ICI.

Manifestation de solidarité avec les migrants, le 18 décembre

Une manifestation pour exiger le respect des droits fondamentaux et des conventions nationales et internationales est organisée le 18 décembre 2016 à 14h30 devant le ministère de l'intérieur à Paris dans le 20^e, 18 rue des Pyrénées, à l'initiative du Collectif parisien Île-de-France de soutien aux migrant(e)s et de nombreuses associations d'associations parmi lesquels la Cimade Île-de-France, le FASTI, la fédération de Paris du MRAP, solidaires Paris, etc.

Les organisations dénoncent les conditions de l'accueil des migrants en France. En contradiction avec la loi française et les Directives Européennes, **ils sont traqués, raflés, déplacés**, avec des campements détruits, matraqués, humiliés par les autorités policières ou administratives, enfermés et expulsés. Les organisateurs refusent que les migrants soient traités comme des parias, et exigent le respect de leur dignité. <u>Voir ICI.</u>

Comprendre

A Marrakech, où étaient les États pendant la COP 22 ?

L'Accord de Paris sur le climat, adopté en décembre 2015 à la COP 21 est entré en vigueur le 4 novembre 2016. La COP22 s'est tenue à Marrakech du 7 au 18 novembre 2016. Les États n'y ont pas fait preuve du sursaut indispensable pour concrétiser les engagements de l'accord de Paris. Selon Réseau Action Climat, le défi central des financements et de la mise en œuvre d'actions rapides reste largement sans réponse. Sans sursaut pour passer des paroles aux actes, nous nous dirigeons toujours vers un réchauffement planétaire supérieur à 3°C d'ici à la fin de ce siècle.

La plupart des pays développés sont arrivés à Marrakech sans annonces concrètes ni financements pour aider les populations les plus pauvres à s'adapter aux effets des changements climatiques et à accéder aux énergies renouvelables. En France, le décalage persiste entre les engagements internationaux et les moyens dégagés au plan national. La mobilisation reste donc plus que jamais nécessaire. Voir ICI.

Voir aussi le <u>1er bilan fait par Adéquations</u>, notamment sur les progrès de la prise en compte de l'égalité hommes femmes et les initiatives prises en marge de la Conférence.

Stephen Hawking : «Nous sommes au moment le plus dangereux de l'histoire de l'humanité»

Selon le célèbre scientifique, l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis et la sortie imminente du Royaume-Uni de l'UE viennent à un moment qui serait le plus dangereux pour la race humaine. Pour l'éminent professeur, l'humanité a atteint un stade d'avancée technologique où elle peut s'autodétruire en réduisant à néant la planète Terre, tout en n'ayant toujours pas développé les possibilités de se réfugier ailleurs : <u>Lire ICI</u>.

Bizarre...

Bizarre, cette manifestation « la France s'engage 2017 »

Cette manifestation est organisée par le **Ministère** de la vie, de la jeunesse et des sports, **avec le concours de la fondation Total et de Carenews**, une plate-forme où l'on retrouve les plus grandes fondations d'entreprises, dédiée à l'actualité des associations, du mécénat et de la philanthropie. **Aucun programme**, si ce n'est la distribution de 77 prix décernés à des associations et entrepreneurs labélisés « la France s'engage », tous considérés comme « innovants et utiles à notre société ». On nous promet des débats passionnants, des rencontres avec des sportifs, des artistes et des « personnalités du monde de l'engagement » (sans doute des responsables associatifs de terrain). C'est vraiment réjouissant de voir que le ministère chargé des associations trouve les moyens et l'énergie d'essayer de convertir la fondation Total et Carenews à la **défense de l'intérêt général** dont il est chargé. **Merci, M Kanner!** Voir le cloud ICI.

Construire

Vivre ensemble sur chaque territoire : accueil petit enfance et parentalité

L'ACEPP, association des Collectifs des enfants-parents-professionnels, a renouvelé sa plate-forme autour d'une politique participative partagée et cohérente et une co éducation active, afin de valoriser les métiers de la petite enfance et de préserver la non-lucrativité. Cette plate-forme, fruit d'un travail collectif associant tous les acteurs, et accompagnée de 29 propositions, dont plusieurs rejoignent celles formulées par le CAC. **Un super travail transposable par d'autres réseaux**. Voir ICI.

Quand les associations de la Creuse agissent pour le maintien des lieux de rencontre et de services dans les bourgs ruraux

Le 28 novembre, à Bourganeuf, élus, habitants, associations se sont retrouvés pour croiser leurs expériences, à la recherche de solutions pour maintenir des lieux de rencontre et de services dans les bourgs ruraux. Ce Forum, qui a réuni 89 participants de toute la Creuse (et au-delà), a été organisé dans le cadre d'une démarche collective des associations, réunies dans le DLA, et des agents des territoires. Un groupe de travail mixte a recensé 42 initiatives associant un lieu à vocation commerciale (boutique, café, restauration) avec un portage collectif (citoyens, usagers, élus...) et une animation locale. Les participants ont réfléchi sur les conditions de réussite de ces actions, en termes d'accompagnement, de cadre juridique, de financement, etc. Voir l'article de La Montagne ICI.

La publicité interdite dans les programmes jeunesse de la télévision publique (MAN) Le Sénat a définitivement adopté, le 7 décembre, une proposition de loi écologiste relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse. Le Mouvement pour une Alternative Non Violente (MAN), à l'initiative de la proposition de loi, se félicite se félicite de cette adoption. Ce texte, déjà voté en janvier dernier par l'Assemblée nationale, contre l'avis du gouvernement, interdit des spots publicitaires durant les émissions destinées prioritairement aux enfants de moins de 12 ans, et 15 minutes avant et après ces programmes. La baisse des recettes de publicité correspondantes est de 20 millions d'euros pour France Télévisions. Voir le débat qui a précédé ce vote au sein de la commission culture du Sénat, présidée par Marie-Christine Blandin, le 30 novembre : LIRE ICI.

Acteurs sociaux éducatifs : réfléchir sur le sens pour résister

Dans un nouveau livre, Laurent Ott s'adresse aux travailleurs sociaux engagés dans une action éducative et sociale. Où trouver les forces pour redonner son sens au social, récréer ici et maintenant l'aventure du social ? Comment continuer à travailler avec les enfants, les familles en grande difficulté, alors que nous-mêmes, acteurs sociaux, sommes condamnés à la précarité de nos moyens ? Laurent Ott illustre les 1001 facettes d'une résistance nécessaire pour inventer ensemble les pratiques sociales et éducatives d'aujourd'hui et de demain. Voir ICI.

Agenda, livres et documents

Un collectif de promotion et de défense de la vie associative en Seine-et-Marne Une nouvelle rencontre des associations citoyennes de Seine-et-Marne est organisée le mardi 31 janvier à 18 heures, à la ferme des jeux de Vaux-le-Pénil pour imaginer ensemble un collectif de promotion et de défense de la vie associative.

Les assises de la vie associative en Seine-et-Marne de juin dernier avaient suscité beaucoup d'attentes et exprimé beaucoup d'inquiétudes et de questionnements sur l'avenir du monde associatif. L'objectif est de produire collectivement une vision commune de la situation, à travers du travail de groupe, et de construire des propositions pour faire valoir toute l'importance du tissu associatif pour la vitalité sociale et démocratique du département. Pour participer ou en savoir plus, contactez contact.clac77@gmail.com ou 01 60 93 03 15.

Manifeste du travail social

Le manifeste du travail social est le résultat des échanges et des rencontres entre travailleuses/rs sociaux au printemps 2016 pendant Nuit debout, place de la République. Un groupe d'une dizaine de personnes se sont réunis tous les dimanches et ont décidé d'écrire un texte pour expliquer la situation actuelle du travail social, le penser, envisager son avenir. Ce manifeste s'attache à montrer à quel point le néo-libéralisme s'attaque avec méthode et continuité à l'État social né de la seconde guerre mondiale et du CNR. Dans le même temps, et par contraste, il cerne avec acuité en quoi le travail social est plus que jamais utile à une société juste et humaine. Le manifeste sera en vente à la journée du 13 janvier du CAC. On peut le trouver pour 8,20 € (5€+ port) ICI.

« Chômage, précarité : halte aux idées reçues ! » sort le 17 janvier

Pour la première fois, 25 organisations qui luttent quotidiennement contre le chômage et la précarité dénonce collectivement la banalisation du chômage de la précarité dans notre société. Une démarche collective inédite, soutenue par Ken Loach qui a écrit la préface de ce livre. Elle a été coordonnée par Jean-François Yon, ancien président du mouvement national des chômeurs et précaires. Sortie et conférence de presse le 17 janvier au café Fluctuat Nec Mergitur le, 18 place de la République à Paris. Voir ICI.

« Qu'est-ce qu'on attend? », le nouveau film de Marie Monique Robin

Le Nouveau film de Marie Monique Robin a réuni 10 200 personnes lors des cinquante avant-premières et a eu une excellente couverture presse (sélection ci-dessous), avec ce joli papier paru dans Alternatives économiques : <u>Lire ICI</u> ou aller sur la page facebook du film, où il y a la carte des <u>villes où le film est programmé ICI</u>.

Sortie du film « Enfin des bonnes nouvelles » le 14 janvier

Le film imagine, avec la création d'une agence de notation citoyenne, qu'en s'appuyant sur les nouvelles technologies, les citoyens auront accès à une information claire sur les entreprises, que les modes de consommation en seront totalement bouleversés, que McDonald's sera contraint de passer au bio pour sauver les meubles. Notez la date de sortie du 14 janvier après-midi aux Grands Voisins à Paris pour ce film de science économique fiction. Voir ICI.

Carole Mathieu, ou le difficile exercice de la médecine du travail

Carole Matthieu est une immersion dans une entreprise de télévente, où, depuis une plate-forme assourdissante, des employés, écouteurs vissés aux oreilles, relancent sans relâche des clients sous la haute surveillance de managers. Isabelle Adjani revient sur Arte dans ce téléfilm pour incarner un médecin du travail, dépositaire des souffrances, qui finira par tomber elle-même dans le précipice au bord duquel tout le monde se tient. Comme pour Daniel Blake (qu'on recommande aussi), le film décrit une réalité qui paraît exagérée à certains, mais où beaucoup d'autres reconnaissent la violence de leur propre situation. Voir la bande annonce ICI.